

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plus de six Canadiens sur dix (63 %) sont en faveur à l'augmentation des mesures incitatives à la séquestration du carbone afin de réduire les émissions de GES provenant de l'extraction de pétrole et de gaz naturel.

Six Canadiens sur dix (61 %) ne peuvent pas ou ne veulent pas payer plus d'impôts pour lutter contre les changements climatiques.

Montreal, QC, 22 Août 2023 — Un sondage mené par Ipsos pour le compte de l'Institut Économique de Montréal montre que, malgré le fait que de nombreux Canadiens ne peuvent pas ou ne veulent pas payer plus d'impôts pour aider à lutter contre les changements climatiques, ils sont généralement en faveur de l'augmentation par le gouvernement des mesures incitatives à la séquestration du carbone pour réduire les émissions de GES. Les deux tiers (67 %) d'entre eux appuient par ailleurs le développement de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières menant aux ports de la Colombie-Britannique ou dans l'Est du Canada afin de permettre à ces ressources canadiennes d'atteindre de nouveaux marchés en Europe et en Asie. Cela est particulièrement vrai pour les résidents de l'Alberta (86 %).

Cette recherche démontre également que les enjeux géopolitiques demeurent à l'honneur, car six Canadiens sur dix (63 %) pensent que leur province devrait exploiter son potentiel en gaz naturel afin d'en exporter vers l'Europe pour l'aider à réduire sa dépendance envers le gaz russe. Encore une fois, nous constatons des niveaux d'appui plus élevés en Alberta (77 %) ainsi que dans d'autres provinces de l'Ouest (Prairies, 68 % et Colombie-Britannique, 64 %).

Intérêt constant pour l'extraction de pétrole et de gaz au Québec

La moitié (51 %) des Québécois sont favorables à l'exploitation des ressources pétrolières du Québec plutôt que de poursuivre la dépendance actuelle sur les importations. Cette proportion est plus élevée chez les plus jeunes (57 % pour ceux âgés 18-34 ans vs 47 % : 55 +). À l'inverse, trois Québécois sur dix (30 %) croient que la province devrait continuer d'importer 100 % du pétrole dont elle a besoin plutôt que d'exploiter ses propres ressources, en conformité avec les résultats de 2022.

Comme l'an dernier, huit Québécois sur dix (78 %) préfèrent voir leur province importer du pétrole de l'Ouest canadien par rapport à d'autres pays sources. Seulement 7 % (-2 pts) préféreraient importer du pétrole des États-Unis.

Pour éviter l'épuisement prévu des surplus d'électricité d'Hydro-Québec vers 2027, six Québécois sur dix (62 %) sont d'accord pour dire que les producteurs privés indépendants devraient être autorisés à vendre de l'électricité directement aux entreprises pour compléter l'offre d'Hydro-Québec.

Un rapport complet présentant l'ensemble des résultats de cette recherche portant sur des enjeux énergétiques pour le Canada est disponible au bas de cette page.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Méthodologie du sondage

Les résultats présentés dans ce rapport sommaire sont issus d'un sondage d'Ipsos tenu pour le compte de l'Institut économique de Montréal, du 1 au 4 août 2023. Un total de 1 163 Canadiens.nes de plus de 18 ans, incluant un sur-échantillon de 408 résidents du Québec, ont pris part à ce sondage en ligne. Une pondération en fonction de l'âge, du genre et de la région a été appliquée pour assurer que la composition de l'échantillon final soit représentative de la population adulte du pays selon les données du recensement. La précision des sondages non-probabilistes d'Ipsos est plutôt mesurée par un intervalle de crédibilité. L'intervalle de crédibilité pour ce sondage est de $\pm 3,3\%$, dans 19 cas sur 20. Tous les sondages par échantillon peuvent être soumis à d'autres sources d'erreur, incluant une erreur de couverture ou de mesure.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Sébastien Dallaire
Premier vice-président, Ipsos Canada
Directeur général, Ipsos Québec
sebastien.dallaire@ipsos.com

À propos d'Ipsos

Ipsos est la troisième plus grande compagnie d'études de marché dans le monde, étant présente dans 90 pays et employant plus de 19 000 personnes.

Nos équipes de professionnels, analystes et scientifiques passionnées ont bâti des domaines d'expertise multidisciplinaires qui fournissent à nos clients une compréhension réelle et approfondie des actions, opinions et motivations des citoyens, consommateurs, patients, clients ou employés. Nous servons plus de 5 000 clients dans le monde avec plus de 75 solutions d'affaires.

Fondée en France en 1975, Ipsos est coté en bourse à Euronext Paris depuis juillet 1999. La compagnie fait partie des index SFB 120 et Mid-60 et est éligible au Service de règlement différé (SRD).

ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP

www.ipsos.com

